

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LIBYE : L'ONU VA
FERMER "LA SEMAINE
PROCHAINE" UN
CENTRE POUR RÉFU-
GIÉS

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) pense fermer "la semaine prochaine" un centre de transit à Tripoli devenu une "cible" dans "le pire pays au monde" pour les demandeurs d'asile, a annoncé hier une responsable du HCR en Libye. L'organe onusien avait décidé fin janvier de suspendre ses opérations dans ce Centre de rassemblement et de départ (GDF) lorsqu'il a constaté qu'un terrain d'entraînement militaire avait été bâti à l'extérieur de la structure, dans la capitale de ce pays plongé dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

NIGERIA : DES VIL-
LAGES RASÉS PAR
L'ARMÉE, SELON
AMNESTY

Amnesty International a appelé hier à une enquête sur des opérations de l'armée dans le nord-est du Nigeria, où des villages ont été rasés par les militaires en lutte contre les jihadistes, selon l'organisation de défense des droits humains. Les attaques se sont intensifiées ces derniers mois dans le nord-est du Nigeria où sévissent les jihadistes de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).

FRANCE : JUSQU'À 5
ANS FERME POUR LES
MEMBRES D'UN RÉ-
SEAU D'IMMIGRATION
CLANDESTINE

La justice française a condamné vendredi à des peines d'un à cinq ans d'emprisonnement les dix protagonistes d'un réseau d'immigration clandestine qui a permis l'entrée en France de plus d'un millier de migrants venus d'Italie.

Les prévenus, originaires d'Afrique de l'Ouest pour la plupart, comparaissaient depuis mardi devant le tribunal

Après la publication d'une sextape,
Benjamin Griveaux jette l'épongeJonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

C OUP de tonnerre hier dans la bataille pour la mairie de Paris. Le candidat de la République en Marche (LRM) et proche du président Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux, a retiré sa candidature après la diffusion d'une vidéo intime le mettant en scène.

M. Griveaux, 42 ans, ancien porte-parole du gouvernement, était jusqu'à hier l'un des challengers sérieux pour la gestion de la capitale de la France. Surtout que la conquête de la mairie de Paris, actuellement détenue par les socialistes, a longtemps été le principal objectif de la majorité présidentielle pour les municipales du mois prochain.

Il a annoncé son désistement au cours d'une déclaration devant les médias. A la suite d'"attaques ignobles" (...) j'ai décidé de retirer ma candidature à l'élection municipale parisienne. Cette décision me coûte mais mes priorités sont très claires. C'est d'abord ma famille, vous l'aurez compris", a dit l'ancien candidat de La République en Marche (LRM), le parti présidentiel.

"En annonçant ma candidature à la mairie de Paris, je connaissais la dureté du combat politique", a assuré M. Griveaux. "Je ne suis pas prêt à nous exposer davantage ma famille et moi quand tous les coups sont désormais permis. Cela va trop loin", a-t-il poursuivi sans démentir l'authenticité de la vidéo.

A noter qu'après une investiture dans la douleur par le mouvement présidentiel, des propos injurieux contre ses adversaires divulgués dans la presse, c'est finalement la publication de cette vidéo qui a eu raison de la campagne de celui que les sondages plaçaient en troisième position derrière la maire socialiste sortante Anne Hidalgo et la candidate du parti Les Républicains (droite) Rachida Dati. Ces dernières font également partie des nombreuses voix qui ont condamné la diffusion de la



Benjamin Griveaux, l'ex-candidat LRM à la mairie de Paris.

vidéo. Parfois avec des mots durs : "Foire aux ordures", "abomination", "nauffrage voyeuriste".

Pour sa part son ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a mis en exergue le caractère délictueux de la mise en ligne

de la vidéo : "diffuser certaines vidéos sans le consentement de leur auteur", fait "l'objet de sanctions pénales dans notre pays", a-t-il déclaré.

Se pose désormais le choix du successeur de M. Griveaux, à

seulement un mois du premier tour des élections municipales. Il y aura "quoi qu'il arrive" une liste du parti présidentiel à Paris, a assuré la députée Olivia Grégoire, l'une des porte-parole du candidat démissionnaire.

Piotr Pavlenski : l'homme
par qui le scandale arriva

Piotr Pavlenski, l'activiste russe

J.O.
Libreville/Gabon

P iotr Pavlenski est un activiste russe, 35 ans, qui a quitté son pays en 2017 pour prendre ses quartiers à Paris en France. Spécialiste des performances spectaculaires, il est connu pour s'être cousu la bouche en soutien aux Pussy

Riot, s'être enroulé dans du fil barbelé pour protester contre la réélection de Vladimir Poutine ou encore pour s'être cloué la peau des testicules sur les pavés de la place Rouge à Moscou. Visé par une accusation d'agression sexuelle en Russie, l'artiste militant s'est aussi illustré à travers plusieurs performances en France, où il obtient le statut de

réfugié politique en mai 2017. En octobre de la même année, il incendiait la façade d'une succursale de la Banque de France à Paris pour dénoncer "le pouvoir de la finance".

Une action qui a valu à l'artiste contestataire une condamnation à trois ans de prison, dont deux avec sursis. Lors de l'audience, on cite Jean Cocteau, et l'on débat sur l'art, au sens philosophique du terme. "C'est l'audience où l'art rencontre le droit, où s'opposent Code pénal et recueils de poésie", déclare à l'époque le président. Le magistrat finira cependant par conclure qu'en matière pénale, "juge et artiste ne peuvent se rencontrer". Une action qui a valu à l'artiste contestataire une condamnation à trois ans de prison, dont deux avec sursis. Selon les informations du site Mediapart, Piotr Pavlenski est en effet recherché par la police depuis janvier pour des faits de violences volontaires avec arme.